

## Lettre à l'Éducateur des éducateurs

Après une longue attente, la lettre aux éducateurs est enfin arrivée à destination. Un de nos lecteurs, professeur de philosophie, adresse à Nicolas Sarkozy une réponse en forme de petite leçon... de bonne éducation !

Monsieur,

Identifié, à tort nous l'allons voir tout à l'heure, par vos services comme « *éducateur* », votre [Lettre aux éducateurs](#), annoncée à grand renfort de publicité dans les médias, est finalement arrivée dans ma boîte aux lettres. Comme je l'ai lue, poussé par Dieu sait quel diable, j'y réponds.

Remarquez d'emblée que si, comme vous l'affirmez p. 7, « *nous sommes tous des éducateurs* », je n'ai plus de métier. Si éduquer est l'affaire de tous en général, je vous cite encore « *le père, la mère, le professeur, le juge, le policier, l'éducateur social* » (p. 25), elle n'est plus l'affaire de personne en particulier et ne requiert aucune compétence, aucun apprentissage spécifique. Ce pourquoi d'ailleurs vous parlez aux « *éducateurs* » plutôt qu'aux « *professeurs* », ce qui revient effectivement à inclure ceux-ci dans une entité plus large aux contours pour le moins flous. Mais pourquoi ne pas y inclure alors aussi les grands-parents, les médecins, les gardiens d'immeuble, les facteurs, que sais-je encore ? Un oubli sans doute.

Quand je pense aux années d'études et à l'expérience acquise petit à petit en classe, alors qu'on était tous des éducateurs, à tant d'efforts pour parvenir à être ce que j'étais déjà sans le savoir ! Fallait-il être sot ! Et pourtant, vous le reconnaissez vous-même en un éclair de Lapalisse, « *éduquer c'est difficile* » (p. 7). Et vivre aussi, et travailler, et planter les choux.

Vous définissez principalement l'éducateur comme celui qui développe « *le sens moral* » (p. 3) de ceux qu'il éduque. L'éducateur, dites-vous, dispense « *une morale* » (p. 14), il apprend « *à faire la différence entre ce qui est bien et ce qui est mal, entre ce qui est autorisé et ce qui est interdit* » (p. 9). Me permettez-vous de vous signaler ici une grave confusion entre la morale et la justice, entre le bien et le légal, confusion qui a donné l'Inquisition espagnole par exemple. Vous parlez de « *sanctions* » (p. 9), de « *fautes* » (p. 10) et de « *récompenses* » (p. 10 et p. 29). La morale est privée et individuelle, le droit est public et collectif. Le danger n'est-il pas immense de prendre votre morale pour La morale et de l'imposer aux autres qui auraient leur morale ? Un exemple au hasard : pour quelle raison légale refusez-vous le mariage aux couples homosexuels ? Ne serait-ce pas justement parce que dans votre esprit le droit se fonde sur la morale qui repose peut-être elle-même sur une religion ? Tenons-nous en au juste et à l'injuste, et laissons de côté le bien et le mal.

Tout cela ne serait que consternant sous la plume du premier quidam venu, mais de votre part cela a de quoi inquiéter. Vous me faites peur quand vous appelez de vos vœux une « *Renaissance intellectuelle, morale et artistique* » (p. 17). Ce qui ne m'empêche pas de rire lorsque vous prenez vos propos à l'emporte-pièce pour de « *la philosophie* » (p. 8). Il est vrai que de même que « *nous sommes tous des éducateurs* », nous sommes aussi sans doute dans votre esprit « *tous des philosophes* ». Toutefois sur ce point je me permets d'attirer votre attention sur le fait que la philosophie, en plus d'être dans votre imagination le bien naturel et spontané de tous, est aussi une discipline qui s'enseigne dans les lycées et les universités. Or, cette discipline interroge par exemple la distinction entre le bien et le juste, entre la morale et la justice. En sorte qu'un enfant normalement éduqué et devenu adulte est censé savoir à tout le moins que cette distinction entre justice et morale existe et qu'elle mérite à tout le moins qu'on l'interroge. N'est-ce pas votre cas ? Avouez que de la part de l'Éducateur des éducateurs on est en droit d'exiger qu'il soit lui-même convenablement éduqué. Par parenthèse, vous semblez oublier que si tant de jeunes « *n'arrivent plus à s'exprimer que par l'agressivité, par la brutalité, par la violence* » (p. 18-19), c'est à l'occasion de votre fait (sinon de votre faute), l'injure appelant l'injure. Je n'ai pas souvenir que sur le parvis de la cité des 4000 vous ayez déclamé du Verlaine (évoqué par vous p. 20) ni que vous ayez prétendu les initier « *à la littérature* » (p. 19), vous qui dites aux éducateurs « *vous devez donner l'exemple* » (p. 27). C'est que, sans doute, vous ne vous comptez pas parmi les éducateurs. Mais je croyais que nous en étions tous. Il est vrai que vous avez la plume leste avec les « *il faut* » (p.8).

Ce que je ne saisis pas bien non plus c'est la façon dont vous imaginez compatibles l'idée que l'éducation (comme la philosophie) est le bien de tous et l'idée que rien n'est possible sans « *le goût de l'effort* » et « *le long travail de la pensée* » (p. 10). Votre Lettre aux éducateurs ne me donne pas franchement l'impression d'être le résultat d'un tel labeur.

Pitié, laissez la philosophie où elle est car quand elle est entre vos mains on ne la reconnaît plus. Etes-vous sûr d'avoir fait assez d'effort pour être en mesure de parler honnêtement de « *notre philosophie* » (p. 15) ? Lorsque vous évoquez « *cette tradition française de la pensée claire* » (p. 15), vous ne semblez pas réaliser qu'il s'agit d'un cliché qui trahit une solide ignorance. C'est comme si je parlais de la tradition anglaise de la science rigoureuse. Parler comme vous le faites de « *ce penchant si français pour la raison universelle* » (p. 15), c'est au mieux une erreur (qui réduit la France au cliché du cartésianisme et ignore, entre autres, Leibniz, Kant et Hegel qui ne sont pas français), au pire une illusion nationaliste aux relents colonialistes. Bref, pas convaincu que vous ayez souvent ouvert le coffre où se trouve « *le trésor de l'instruction* » (p. 9). Au registre de l'exemplarité, en tant que représentant du peuple français, pourriez-vous par ailleurs veiller à l'avenir à respecter, en public, les règles de base de la langue française, chose que vous exigez des étrangers demandeurs d'un titre de séjour, et ne plus dire « *qu'est-ce que ça s'appelle ?* » (dans l'émission A vous de juger pendant la campagne) qui n'est guère français. A vous entendre parler on se dit effectivement que l'éducation a besoin d'être revue... Pourquoi ne retrouve-t-on pas dans votre Lettre ce ton parlé et direct qui vous caractérise ?

On en retrouve cependant le fond : ne comptez pas sur moi pour transmettre « *l'identité nationale* » (p. 14). Depuis que vous avez créé un ministère qui assimile l'immigration à un danger pour l'identité, c'est un devoir de dénoncer cette rengaine nationaliste. Pour vous « *métissage* » veut dire juxtaposition, et non dépassement, des identités. Et de votre promotion toute rhétorique du « *métissage* » à l'affirmation compulsive de l'excellence de l'identité française, il n'y a qu'un pas.

Comme vous n'en êtes plus à un cliché près, vous rabattez les oreilles des enfants avec la rengaine moralisatrice : vous n'avez pas que des droits, vous avez aussi des devoirs (p. 10). Et les devoirs de la société envers les enfants, les remplit-elle ? Par exemple, l'égal droit à l'éducation, ce devoir de la société, est-il rempli dans une école sans mixité sociale ? En supprimant la carte scolaire (p.12), la société assumera-t-elle mieux son devoir ? Vous menacez les parents : « *il est normal que la société vous demande des comptes* » (p.27), mais prenez garde que cela ne se retourne contre vous. Etes-vous bien sûr de veiller convenablement sur vos enfants, qui n'ont pourtant manqué de rien ?

Encore un point : Vous daignez enfin (p. 27) vous adresser aux professeurs en invoquant une « *revalorisation du métier* », alors que vous avez commencé par le dévaloriser en niant que ce soit un métier à part en l'assimilant au rôle vague d'éducateur. Vous dénoncez « *le carcan des statuts* » alors que c'est la dernière chose qui reste au métier d'enseignant, les statuts en question correspondant pour l'essentiel à des concours nationaux et donc à une compétence. Vous annoncez une réduction du nombre professeurs (p. 30) tout en promettant « *de meilleures conditions de travail* » (p. 28) sans nous dire comment vous comptez réussir ce prodige. Tout en reconnaissant que le pouvoir d'achat des professeurs a baissé (p. 27), vous ne leur promettez pas une revalorisation des salaires mais une condamnation à travailler plus pour gagner plus (p. 28), selon un slogan qui fini par lasser. Puis-je me permettre d'attirer votre attention sur le fait que vous risquez de récompenser et de mieux rémunérer les plus paresseux d'entre les professeurs, s'il en existe : en effet le professeur consciencieux n'aura pas de temps supplémentaire à consacrer à son travail, étant déjà pris, cependant que l'éventuel candidat aux heures supplémentaires pourrait aussi bien privilégier son porte-monnaie en négligeant la qualité de son travail. Comment, dans un tel métier, mesurer le plus et le moins ?

Le seul point où je vois chez vous de la cohérence, c'est dans la représentation économique que vous vous faites de l'éducation. Pour vous, l'enjeu essentiel est de « *relever le défi de l'économie de la connaissance et de la révolution de l'information* » (p. 7). Le vocabulaire est invariablement mercantile : trésor, récompense, efficacité. Vous voulez réconcilier l'école avec « *le monde de l'entreprise* » (p. 21) en l'adaptant « *aux attentes de la société* » (p. 24). Vous soumettez l'éducation à un « *objectif économique* » (p. 30), qui doit nous conduire, comme par miracle, à « *une nouvelle Renaissance* » (p. 31). Pour le coup, cela n'est guère nouveau. Ce serait même plutôt un franc recul : l'école gratuite et obligatoire n'a-t-elle pas eu pour but d'assurer le divorce entre le monde de l'école et le monde de l'économie, arrachant les enfants pauvres aux usines et aux champs ? Entre l'impératif économique et l'exigence scolaire, il faut choisir. Ce n'est pas à l'école à assurer l'adaptation des citoyens aux besoins

économiques de l'entreprise. L'école s'occupe de former des esprits libres, c'est déjà énorme. Ce n'est pas pour leur inculquer l'asservissement au social désormais dissous dans l'économie. Est-ce à l'école, ou aux entreprises, de prendre en charge l'adaptabilité du citoyen aux variations du marché du travail ? Pourquoi la société devrait-elle assumer les intérêts privés et l'école se soucier que « *l'économie dispose d'une main-d'œuvre bien formée* » (p 30) ? Après cela, vous pouvez toujours chanter l'éloge de la poésie et de la philosophie, mais j'aurais bien aimé que vous m'expliquiez un peu comment vous comptiez les conjuguer avec les besoins économiques. Et quand bien même vous y parviendriez, la poésie et la philosophie en seraient aussitôt dénaturées. La philosophie n'apprend-elle pas, par exemple, à remettre en cause la valeur travail ? J'imagine un entretien d'embauche ubuesque :

« *Quelles sont vos motivations ?*

-*Philosophiques : interroger le concept de salaire conçu comme crédit que le travailleur fait à l'employeur en lui faisant l'avance de son temps de travail puisqu'il reçoit sa paye à la fin et non au début du mois.*

-*Passionnant : vous êtes embauché !* » C'est bien connu : le monde du travail et l'espace littéraire et philosophique sont une seule et même chose.

Plus sérieusement, quand on s'intéresse tant soit peu à l'école, on est fatigué de voir régulièrement surgir des grands discours à la fois creux et nocifs (hier Claude Allègre et Luc Ferry, aujourd'hui vous), qui ne s'occupent jamais d'une chose essentielle : l'école primaire, où une partie essentielle de l'avenir scolaire se joue, aussi bien dans le sens de la réussite que de l'échec. Moins de parlote et plus de concret, s'il vous plaît : pas de classe du CP au CM2 à plus de 15 élèves et mixité sociale obligatoire. Ce serait déjà une vraie révolution autrement plus efficace que votre théorie de l'efficacité.

Pour finir, rions un peu. Vous dites : haro sur la démagogie (p. 9). Mais prôner les leçons de biologie (la reproduction sexuée ?) sur la plage (p. 21-22), ce n'est pas de la démagogie ? Votre « *Lettre de mon moulin aux éducateurs* », c'est beau comme du Daudet : on dirait « *le Président aux champs* ».

Certain que vous apprécierez cette occasion de mettre en pratique vos beaux préceptes et notamment celui-ci : « *respecter le point de vue qui n'est pas le sien* » (p. 11), je suis ravi de vous offrir par la présente une source « *d'enrichissement personnel* » (p. 11). Chose qui ne serait pas un luxe, votre éducation, à vous lire, ne semblant pas spécialement réussie.

A l'avenir, avisez-vous de ne pas expliquer aux autres un métier auquel vous ne connaissez manifestement rien : nous occupons-nous de vous expliquer comment dire n'importe quoi à la télévision en ayant l'air de dire l'évidence ? Non, nous vous laissons cette spécialité à laquelle nous reconnaissons volontiers ne rien comprendre.

Lundi 01 Octobre 2007 - 16:04

Guillaume Pigéard de Gurbert